

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/15207]

14 NOVEMBRE 2018. — Décret portant modification du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative »

Art. 2. L'article 1^{er}, § 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le présent décret a pour objet le développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits civils et politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle. »

Art. 3. A l'article 2, du même décret, est ajouté, après le 4^{ème} tiret, un tiret formulé comme suit :

« - Fédération représentative : l'association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et qui répond aux conditions fixées à l'article 5/1 ; ».

Art. 4. L'article 3, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. - § 1^{er}. Les associations qui peuvent faire l'objet d'une reconnaissance de la Communauté française dans le cadre du présent décret doivent développer des actions s'inscrivant dans la perspective définie à l'article 1^{er} et, au moins, dans l'un des axes définis aux paragraphes 2 à 5.

Une association peut être reconnue au maximum dans deux axes prévus aux paragraphes 2 à 5.

§ 2. L'axe 1 intitulé « Participation, éducation et formation citoyennes » comprend les actions menées et les programmes d'éducation et/ou de formation conçus et organisés par l'association, élaborés avec les membres de l'association et les participants, en vue de permettre l'exercice de la citoyenneté active et participative dans une perspective d'émancipation, d'égalité des droits, de progrès social, d'évolution des comportements et des mentalités, d'intégration et de responsabilité.

Les associations qui s'inscrivent dans cet axe réalisent leurs activités notamment avec des publics issus de milieux populaires au sens de l'article 2.

Les projets, actions et programmes menés dans le cadre de cet axe font l'objet d'une large information auprès des publics cibles.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent :

1° soit sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° soit au moins sur l'ensemble du territoire d'une province ou sur un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil;

3° soit au moins sur l'ensemble du territoire d'une commune, d'un village ou d'un quartier.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de thématiques développées par l'association, ainsi qu'à un nombre minimal d'heures d'activités.

§ 3. L'axe 2 intitulé « Formation d'animateurs, de formateurs, de responsables et d'acteurs associatifs » concerne :

1° les programmes de formation d'animateurs, de formateurs, de responsables et d'acteurs associatifs ou issus du secteur non-marchand ; ces programmes sont ponctuels ou récurrents, peuvent prendre la forme de cycles ou de stages ; ils sont conçus et organisés ou réalisés soit d'initiative soit à la demande du monde associatif, reconnu ou non dans le cadre du présent décret;

2° les programmes de formation concernant des enjeux culturels, des enjeux de citoyenneté critique destinés à des publics spécifiques ou à un large public.

Les formations conçues et organisées ou réalisées à la demande du monde associatif font l'objet de conventions entre associations.

Les formations conçues et organisées ou réalisées d'initiative font l'objet d'une large information sur leurs conditions d'accessibilité.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent au moins sur l'ensemble du territoire d'une province.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à la qualité des publics et/ou des programmes et au volume d'heures de formation.

§ 4. L'axe 3 intitulé « Services, outils et recherche » comprend la centralisation et la mise à disposition de documentation, la réalisation de services, d'outils, en ce compris la mise à disposition de ceux-ci, d'outils pédagogiques et/ou culturels, d'analyses, d'études ou de recherches participatives.

Les analyses, études et recherches participatives sur des thèmes de société sont produites d'un point de vue critique.

Les productions sont conçues et réalisées soit d'initiative soit à la demande du monde associatif, reconnu ou non en vertu du présent décret.

Les productions conçues et réalisées à la demande du monde associatif font l'objet de conventions entre associations.

Les productions conçues et réalisées d'initiative font l'objet d'une information large auprès des publics concernés, des associations, et, si cela s'avère pertinent, des médias et/ou du grand public.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent au moins sur le territoire de l'ensemble d'une province.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de réalisations effectuées par l'association.

§ 5. L'axe 4 intitulé « Sensibilisation et Information » comprend l'organisation de campagnes d'information et de communication visant à sensibiliser le grand public, dans le but de faire évoluer les comportements et les mentalités sur des enjeux culturels, de citoyenneté et de démocratie ou à propos du respect, de la promotion ou du développement des droits définis à l'article 2.

L'association assure le suivi des campagnes qu'elle porte publiquement, et les relaye notamment auprès du monde associatif, éducatif et politique.

Les actions qui répondent au prescrit de cet axe se développent sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Gouvernement fixe, après avis du Conseil, les conditions que l'association doit respecter pour voir ses actions reconnues dans le cadre de cet axe. Ces conditions sont relatives à un nombre minimal de campagnes de sensibilisation et d'information réalisées par l'association et d'interventions publiques ponctuelles distinctes des campagnes. »

Art. 5. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4 - § 1^{er}. Une association peut être reconnue dans l'un des axes prévus à l'article 3 ou dans deux axes prévus à cette disposition.

Les associations reconnues, à l'exception des mouvements définis à l'article 5, peuvent valoriser une part des actions relevant d'un ou d'autres axes que celui ou ceux dans lesquels elles sont reconnues dans la perspective d'une prise en compte de la transversalité des actions.

§ 2. La valorisation d'actions relevant d'un autre axe que celui ou ceux visé(s) par la reconnaissance doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° l'action doit relever des axes 1, 2 ou 3 ;

2° les activités valorisées dans le cadre de la transversalité répondent à toutes les conditions fixées de l'axe sollicité.

Le Gouvernement arrête le pourcentage d'actions valorisables et le système d'équivalence entre les axes dans le respect des règles suivantes :

1° la transversalité entre les axes et la valorisation des actions relevant d'un autre axe est réservé, pour l'axe 1 défini à l'article 3, § 2, aux associations agissant à un niveau communautaire ou subrégional au sens de l'alinéa 4, 1° et 2° ;

2° le pourcentage de réalisations valorisables relevant d'un autre axe est de 20 % maximum ;

3° le système d'équivalence est basé sur la comptabilisation des réalisations en termes d'unités ou de points. Le Gouvernement arrête les combinaisons entre les différents axes et selon les différentes catégories de forfaits sous formes de matrices. »

Art. 6. Il est inséré dans le même décret, à la fin de la section 1^{ère} du chapitre II, un article 5/1 rédigé comme suit :

« Article 5/1 : Le Gouvernement peut reconnaître en qualité de Fédération représentative une ou des associations sans but lucratif qui remplissent les conditions suivantes :

1° avoir son siège social dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

2° inscrire ses actions dans la perspective définie à l'article 1^{er};

3° fédérer au moins trente-trois pour cent des associations d'éducation permanente reconnues ;

4° développer, selon les besoins des associations considérés a priori comme évolutifs, les missions suivantes, dans une perspective d'éducation permanente, au bénéfice de l'ensemble des associations reconnues dans le cadre du présent décret, qu'elles soient affiliées ou pas :

a) l'information des associations ;

b) la coordination et mise en réseau des associations ;

c) le conseil, le soutien méthodologique et l'organisation de lieux d'échanges et de dialogue ;

d) la coordination d'une offre de formation et, éventuellement, la mise en œuvre de programmes propres ;

e) la représentation sectorielle ;

5° Développer son action fédérative sur l'ensemble du territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. »

Art. 7. Il est inséré dans le même décret un article 5/2 en introduction de la Section 2 du Chapitre II rédigé comme suit :

« Article 5/2. - § 1^{er}. A l'exception de la fédération représentative visée à l'article 5/1, l'association qui entend solliciter une reconnaissance dépose une demande de principe qui porte sur la façon dont son action correspond au prescrit de l'article 1^{er}.

§ 2. La procédure et les modalités d'introduction et d'examen de la demande de principe sont arrêtées par le Gouvernement dans le respect des principes suivants :

1° l'association introduit une demande de principe selon les modalités et à l'échéance arrêtées par le Gouvernement ;

2° le Gouvernement requiert l'avis des Services du Gouvernement et l'avis du Conseil pour l'examen de cette demande et arrête le délai dans lequel ces avis sont rendus ;

3° le Gouvernement décide d'accepter ou de refuser la demande de principe ;

4° un recours contre la décision visée au 3° auprès du Gouvernement est organisé.

Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai prescrit, il est tenu compte uniquement de l'avis des Services du Gouvernement.

Le Gouvernement accepte ou refuse à l'association la possibilité de solliciter sa reconnaissance.

Le Gouvernement arrête la procédure de recours à l'encontre d'une décision de principe négative.

§ 3. Toute association ayant fait l'objet d'une décision de principe favorable peut déposer une demande de reconnaissance.

Une décision de principe favorable est valable pour les deux exercices civils suivant l'introduction de la demande. »

Art. 8. A l'article 6, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le point 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Le Gouvernement requiert l'avis des Services du Gouvernement et l'avis du Conseil pour l'examen de cette demande et arrête le délai dans lequel ces avis doivent être rendus. Lorsque l'avis du Conseil n'intervient pas dans le délai prescrit, il est tenu compte uniquement de l'avis des Services du Gouvernement ; »

2° au § 2, le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance à durée déterminée de 3 ans, non renouvelable, soit de refuser la reconnaissance ; »

3° au § 2, 4°, les termes « une reconnaissance transitoire d'une durée de deux ans » sont remplacés par « une reconnaissance à durée déterminée de trois ans » ;

4° au § 2, le point 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° A l'issue de cette évaluation, le Gouvernement décide soit d'octroyer à l'association une reconnaissance à durée indéterminée, soit de refuser la reconnaissance ; » ;

5° au § 2, les points 6° et 7° sont supprimés ;

6° au paragraphe 3, le point 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° la compétence d'avis des Services du Gouvernement et du Conseil en matière de recours ; ».

Art. 9. A l'article 7, alinéa 1^{er} du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 3°, les termes « sur deux ans » sont remplacés par « sur trois ans » ;

2° est inséré in fine un point 8° rédigé comme suit :

« 8° respecter les conditions visées à l'article 1^{er} du décret du 5 avril 1993 relatif à la dépolitisation des organismes culturels, sauf pour les associations dont le montant des subventions est inférieur au plafond visé l'article 2 de ce décret. »

Art. 10. A l'article 8, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « transitoire ou à durée indéterminées » sont supprimés ;

2° entre le 1^{er} et le second alinéa, est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit : « Toutefois, pour la Fédération représentative, la reconnaissance est accordée par le Gouvernement en fonction des conditions visées à l'article 5/1. »

Art. 11. Dans le même décret, l'article 9 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue à toute association reconnue :

1° un subside forfaitaire annuel d'activités, lié à la présentation, par l'association, d'un projet pluriannuel d'une durée de cinq ans correspondant à l'axe d'action ou aux axes d'action couvert(s) par l'association ou d'un projet pluriannuel de cinq ans s'il s'agit de la fédération représentative visée à l'article 5/1 ;

2° un subside forfaitaire annuel de fonctionnement ;

3° si l'association a un champ d'action qui couvre au moins une province, ou sur un territoire qui compte un nombre d'habitants équivalent au nombre fixé par le Gouvernement après avis du Conseil, un subside forfaitaire annuel à l'emploi.

Le montant des subsides aux associations est calculé conformément aux articles 10, 11, 12, 13 et 15.

Le montant du subside forfaitaire annuel d'activités prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°, correspond pour les fédérations représentatives visées à l'article 5/1 à un forfait de 40 points. Ce nombre de points est déterminé en fonction de la concrétisation des missions visées à l'article 5/1, 5°, a), b) c) e) par des activités d'une durée d'au moins 320 heures par an et à la mission visée à l'article 5/1, 5°, d) par des activités de formation d'au moins 500 heures par an. Toutefois, 20 % des heures d'activités ou des heures de formation peuvent être converties en un nombre de réalisations équivalentes au sens de l'article 4, § 2.

Le subside forfaitaire annuel de fonctionnement des fédérations représentatives visées à l'article 5/1 se calcule conformément à l'article 11, 2°.

Le subside annuel forfaitaire à l'emploi des fédérations représentatives visées à l'article 5/1 se calcule conformément à l'alinéa 3 et à l'article 12. »

Art. 12. A l'article 10, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, 2° intitulé « Pour les associations reconnues en vertu de l'article 5 dans le cadre de l'axe 1 » :

a) dans le liminaire, les termes « trois catégories » sont remplacés par « quatre catégories » ;

b) à la fin du point 3°, est inséré un point d) rédigé comme suit « d) 295 points activités » ;
2° le § 3 est supprimé.

Art. 13. A l'article 12, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, à la fin de l'alinéa 5, sont ajoutés trois tirets rédigés comme suit :

- « - Pour 370 et 375 points activités : 20,50 ETP permanents ;
- Pour 380 et 385 points activités : 21 ETP permanents ;
- Pour 390 points activités : 21,5 ETP permanents. »

2° au § 2, alinéa 3, les termes « la première année du contrat-programme visé à l'article 10, § 3, sont remplacés par « la première année de la période quinquennale ».

Art. 14. L'article 14 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. - § 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier de chaque année, et pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, le Gouvernement dispose de six mois au plus pour liquider les subventions visées à l'article 9, 1° et 2°.

Ces subventions sont octroyées pour une année civile.

§ 2. Le Gouvernement arrête les modalités de justification des subventions visées au paragraphe 1^{er} dans le respect des principes suivants :

1° les documents justificatifs sont communiqués au Service désigné par le Gouvernement au plus tard le 30 juin de chaque année civile ;

2° les documents justificatifs se composent au minimum :

- a) d'un rapport annuel d'activités ;
- b) du rapport moral de l'asbl tel que présenté à l'Assemblée générale ;
- c) d'un bilan et des comptes de résultat de l'exercice civil écoulé selon le plan comptable normalisé des opérateurs culturels subventionnés, sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans l'hypothèse où l'association bénéficie d'autres subventions que celles accordées en application du présent décret ;
- d) d'un budget prévisionnel de l'exercice en cours.

§ 3. En cas de non-respect des conditions de classement dans les axes et catégories de forfaits ou des dispositions du décret et de l'arrêté, les Services du Gouvernement peuvent proposer une modification de classement dans un axe, dans une catégorie de forfait ou un retrait de reconnaissance, selon les modalités visées aux articles 25 et 26. »

Art. 15. L'intitulé de la Section 2 du Chapitre III du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. - Des subventions aux associations reconnues à durée déterminée. »

Art. 16. L'article 15, § 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement alloue aux associations reconnues pour une durée déterminée de trois ans, conformément à l'article 6, les subventions visées à l'article 9 du présent décret. »

Au même article, les § 2 à 4 sont abrogés.

Art. 17. L'intitulé du Chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. - Du contrôle et de l'évaluation »

Art. 18. L'article 18 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. - La mise en œuvre des engagements pris par les associations reconnues en vertu du présent décret est contrôlée par les Services du Gouvernement. Ce contrôle se réalise sur base du rapport d'activités annuel et du bilan comptable prévu à l'article 14, § 2, en référence au respect de l'article 1^{er}, dans le cadre des axes définis ainsi que des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement.

Conformément à l'article 14, § 2, le Gouvernement arrête la forme et le contenu des documents visés à l'alinéa 1^{er}, le rapport d'activités tenant compte des axes visés à l'article 3 et des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 10. »

Art. 19. L'article 19 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19.- § 1^{er}. Aux fins d'évaluation d'une période quinquennale, les associations reconnues déposent un rapport général d'évaluation lors de la quatrième année du quinquennat. Ce rapport porte sur les trois premières années de la période quinquennale en cours et intègre les données quantitatives et qualitatives portant sur les deux dernières années du précédent quinquennat.

Ce rapport général d'évaluation comporte le résultat de l'auto-évaluation de son action réalisée par l'association. Cette auto-évaluation porte sur la mise en œuvre de l'article 1^{er} et mobilise une pluralité d'acteurs impliqués dans l'action. Elle porte également sur l'articulation du plan d'action avec le(s) axe(s) de reconnaissance et le respect des critères quantitatifs et qualitatifs relatifs à la (aux) catégorie (s) de forfait(s) dans lesquels l'association est classée.

Les critères quantitatifs et qualitatifs à respecter selon les différents axes d'action doivent être globalement remplis sur les 5 dernières années civiles précédant le dépôt du rapport général d'évaluation.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de ce rapport général, qui tient compte des axes visés à l'article 3 et des critères quantitatifs et qualitatifs arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article 10, ainsi que le délai dans lequel le rapport général doit être adressé à ses services.

§ 2. Aux fins d'évaluation de la période triennale qui s'applique aux associations reconnues pour une durée déterminée bénéficiant de l'article 15, le rapport général d'évaluation visé au § 1^{er} est applicable à ces associations et doit être déposé au moins six mois avant la fin de la troisième année de subventionnement. Ce rapport porte sur les deux premières années de la période triennale en cours et intègre les données quantitatives et qualitatives relatives à l'année civile précédant le début du triennat.

Les dispositions du § 1^{er}, al. 2 et 4 s'appliquent.

Les critères quantitatifs et qualitatifs à respecter selon les différents axes d'action doivent être globalement remplis sur les 3 dernières années civiles précédant le dépôt du rapport général d'évaluation. »

Art. 20. L'article 20 du même décret est abrogé.

Art. 21. L'article 21 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. - Le Gouvernement arrête la procédure d'évaluation, telle que prévue à l'article 19 dans le respect des principes suivants :

1° l'évaluation est réalisée par le service du Gouvernement chargé de l'inspection en concertation avec l'association ;

2° le service du Gouvernement chargé de l'inspection transmet pour avis l'évaluation au service de l'administration désigné par le Gouvernement;

3° en cas d'évaluation ou d'avis négatif, les Services du Gouvernement proposent le changement de catégorie de forfait et/ou d'axe ou le retrait de reconnaissance de l'association;

4° les Services du Gouvernement proposent le renouvellement de la période quinquennale assorti, le cas échéant, d'une ou plusieurs conditions à remplir par l'association dans un délai déterminé ;

5° les dossiers pour lesquels les services du Gouvernement proposent un changement de catégorie de forfait et/ou d'axe ou un retrait de reconnaissance ainsi que les dossiers dans lesquels un renouvellement de la période quinquennale est assorti d'une ou plusieurs conditions sont soumis au Conseil pour avis.

Dans le cadre du contrôle visé à l'article 18, en cas de constat de non-respect des conditions de classement dans les axes et/ou catégories de forfait ou des dispositions de l'arrêté ou du décret, les Services du gouvernement peuvent proposer soit une modification de classement dans un axe et/ou une catégorie de forfait soit un retrait de reconnaissance conformément à l'article 14, § 3.

Le Gouvernement décide du changement ou non de catégorie de forfait et/ ou d'axe ou du retrait ou non de la reconnaissance selon les procédures définies par les articles 25 et 26.

Il décide également de la suppression des subventions si l'association ne respecte plus les conditions fixées par le décret.

Les évaluations et avis sont joints à la notification de la décision. »

Art. 22. L'article 22, alinéa 1^{er} du même décret est remplacé par la disposition suivante : « Article 22-§ 1^{er}. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret dans les six ans à dater de son entrée en vigueur et ensuite au minimum tous les dix ans. »

L'alinéa 2 du même article est complété en son terme par les mots « et les Services du Gouvernement. »

A l'alinéa 3, les termes « du délai de cinq ans sont remplacés par « du délai».

Art. 23. L'intitulé du Chapitre V du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. - Du retrait de la reconnaissance et/ou du subventionnement et du changement d'axe et/ou de catégorie de forfait »

Art. 24. L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23. - § 1^{er}. L'association tend à s'assurer une viabilité financière lui permettant de réaliser les actions pour lesquelles elle est reconnue.

Le Gouvernement définit les modalités d'accompagnement par les services du Gouvernement lorsque l'analyse des comptes et bilan d'une association fait apparaître un déséquilibre financier qui révèle des risques pour la pérennité de l'association et la bonne fin des subventions.

§ 2. La reconnaissance et toute subvention sont immédiatement retirées, à l'exception des subventions visées à l'article 9, 3°, et ce, aux conditions fixées par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, lorsqu'une association reconnue en vertu du présent décret se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1° la mise en liquidation ;

2° la cessation de ses activités d'éducation permanente;

3° la perte de la réunion des conditions fixées à l'article 7 pour conserver le bénéfice de la reconnaissance;

4° la demande de l'association de ne pas renouveler son plan quinquennal ou de renoncer à sa reconnaissance ;

5° la faillite.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, 2° et 4°, et 5°, la procédure de retrait de reconnaissance fixée par le Gouvernement respecte les principes de l'article 25, à l'exception de l'avis du Conseil prévu aux points 4° et 5°.

Dans le cas visé au § 1^{er}, 3°, la procédure de retrait de reconnaissance fixée par le Gouvernement respecte tous les principes de l'article 25.

§ 3. Si une association reconnue ne respecte pas les conditions de reconnaissance de ses actions dans un ou plusieurs axes d'action et/ou les conditions de catégorie de forfait, le Gouvernement peut décider du retrait de la subvention, du changement d'axe et/ou de catégorie de forfait ou du retrait de la reconnaissance, selon les modalités d'évaluation prévue à l'article 21. »

Art. 25. L'article 24 est supprimé.

Art. 26. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. - Le Gouvernement arrête la procédure de retrait de reconnaissance dans le respect des principes suivants :

1° le service du Gouvernement désigné par le Gouvernement informe l'association par envoi recommandé des avis des Services du Gouvernement et des motifs qui conduisent à une proposition de retrait de reconnaissance ;

2° l'association dispose de 30 jours pour communiquer par envoi recommandé au service désigné par le Gouvernement une note d'observations et peut demander à être entendue par les Services du Gouvernement ;

3° dès la réception de la note d'observations ou, en l'absence de note, à l'expiration du délai, le dossier est soumis pour avis au Conseil ;

4° le Conseil remet un avis dans les 60 jours à dater de la réception de la note d'observation ou, à défaut, à compter de l'expiration du délai mentionné au 2° ;

5° dans les 10 jours de la réception de l'avis du Conseil ou de l'expiration du délai visé au 4°, les Services du Gouvernement transmettent une proposition au Gouvernement, accompagnée des avis des Services du Gouvernement et le cas échéant l'avis du Conseil ;

6° en l'absence d'avis dans le délai visé au 4°, le Gouvernement se fonde uniquement sur l'avis des Services du Gouvernement ;

7° dans les 30 jours de la réception de la proposition, le Gouvernement peut décider de retirer la reconnaissance de l'association ;

8° dans les 10 jours de la réception des décisions du Gouvernement, le service désigné par le Gouvernement notifie la décision à l'association par envoi recommandé.

Le retrait de reconnaissance prend effet à dater de la décision du Ministre. »

Art. 27. L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. - § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la procédure de changement d'axe et/ou de catégorie de forfait applicable lorsque le contrôle visé par l'article 18 est négatif ou en cas d'évaluation négative d'une période quinquennale dans le respect des principes suivants :

1° le service du Gouvernement désigné par le Gouvernement informe l'association par envoi recommandé des avis des Services du Gouvernement et des motifs qui conduisent à une proposition de changement d'axe et/ou de catégorie de forfait en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 3° ;

2° l'association dispose de 30 jours pour communiquer par envoi recommandé au service désigné par le Gouvernement une note d'observations et peut demander à être entendue par les Services du Gouvernement ;

3° dès la réception de la note d'observations ou, en l'absence de note, à l'expiration du délai, le dossier est soumis pour avis au Conseil en application de l'article 21, alinéa 1^{er}, 5° ;

4° le Conseil remet un avis dans les 60 jours à dater de la réception de la note d'observation ou, à défaut, à compter de l'expiration du délai mentionné au 2° ;

5° dans les 10 jours de la réception de l'avis du Conseil ou de l'expiration du délai visé au 4°, les Services du Gouvernement transmettent une proposition au Gouvernement, accompagnée des avis des Services du Gouvernement et de l'avis du Conseil ;

6° en l'absence d'avis dans le délai visé au 4°, le Gouvernement se fonde uniquement sur l'avis des Services du Gouvernement ;

7° dans les 30 jours de la réception de la proposition, le Gouvernement décide du changement ou non d'axe et/ou de catégorie de forfait de l'association ;

8° dans les 10 jours de la réception des décisions du Gouvernement, le service désigné par le Gouvernement notifie la décision à l'association par envoi recommandé.

9° la décision prend effet :

a) au 1^{er} janvier de la nouvelle période quinquennale lorsqu'elle intervient suite à une évaluation négative d'une période quinquennale ;

b) à la date de la décision du ministre lorsqu'elle intervient suite à un contrôle visé à l'article 18.

§ 2. En cours de période quinquennale, l'association peut introduire une demande de diminution de catégorie de forfait.

Lors du dépôt du rapport général d'évaluation visé à l'article 19, l'association peut solliciter un changement d'axe et/ou de catégorie de forfait.

Le Gouvernement arrête la procédure de changement d'axe et/ou de catégorie de forfait visée aux alinéas 1^{er} et 2 dans le respect des principes suivants :

1° en même temps que le rapport général d'évaluation visé à l'article 19 ou le dossier justificatif annuel visé à l'article 14, § 2, l'association peut adresser, par envoi recommandé, au service désigné par le Gouvernement une demande de changement d'axe et/ou de catégorie de forfait;

2° le service du Gouvernement chargé de l'inspection transmet son rapport pour avis au service de l'administration désigné par le Gouvernement ;

3° le dossier est soumis pour avis au Conseil ;

4° le Conseil remet un avis dans les 60 jours à dater de la réception du dossier;

5° dans les 10 jours de la réception de l'avis du Conseil ou de l'expiration du délai visé au 4°, les Services du Gouvernement transmettent une proposition au Gouvernement, accompagnée des avis des Services du Gouvernement et de l'avis du Conseil ;

6° en l'absence d'avis dans le délai visé au 4°, le Gouvernement se fonde uniquement sur l'avis des Services du Gouvernement ;

7° dans les 30 jours de la réception de la proposition, le Gouvernement décide du changement ou non d'axe et/ou de catégorie de forfait de l'association ;

8° dans les 10 jours de la réception des décisions du Gouvernement, le service désigné par le Gouvernement notifie la décision à l'association par envoi recommandé.

9° la décision prend effet :

a) au 1^{er} janvier de la nouvelle période quinquennale si la demande a été formulée lors de l'introduction du rapport général d'exécution visé à l'article 19 ;

b) à la date de la décision de Gouvernement si la demande a été formulée lors de l'introduction du dossier justificatif annuel visé à l'article 14, § 2 .»

Art. 28. Un Chapitre V/1 est inséré dans le même décret et est intitulé comme suit :

« Chapitre V/1. - Procédure de dialogue entre les associations, les Services du Gouvernement et le Conseil »

Art. 29. Un article 26/1 est inséré dans le Chapitre V/1 et est rédigé comme suit :

« Article 26/1. - Une association reconnue peut solliciter un dialogue avec les Services du gouvernement et le Conseil si elle estime que les engagements des pouvoirs publics à son égard n'ont pas été respectés. Ce dialogue n'équivaut pas à une procédure de recours.

Le Gouvernement définit les modalités d'application de cette procédure. ».

Art. 30. A l'article 28, alinéa 1^{er}, du même décret, au 2^{ème} tiret « les termes « des associations transitoirement reconnues » sont remplacés par « des associations reconnues à durée déterminée ».

Art. 31. A l'article 29, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « à titre transitoire ou à durée indéterminée » sont supprimés ;

2° à l'alinéa 3, les termes « titre transitoire » sont remplacés par « durée déterminée ».

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,

I. SIMONIS

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 691-1. – Amendement en commission, n° 691-2 - Rapport de commission, n° 691-3. – Texte adopté en commission, n° 691-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 691-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 14 novembre 2018.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15207]

14 NOVEMBER 2018. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt vervangen door het volgende opschrift:

“Decreet betreffende de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven”.

Art. 2. Artikel 1, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“§ 1. Dit decreet heeft tot voorwerp de ontwikkeling van de actie inzake permanente opvoeding in het kader van het verenigingsleven met het oog op de kritische analyse van de maatschappij, de stimulatie van democratische en collectieve initiatieven, de ontwikkeling van het actieve burgerschap en de uitoefening van de burgerlijke en politieke, sociale, culturele, milieu- en economische rechten in het licht van individuele en collectieve emancipatie van de bevolking door de actieve deelname van dit doelpubliek en haar culturele uitdrukking te bevorderen.”.

Art. 3. In artikel 2, van hetzelfde decreet, wordt, na het vierde streepje, een streepje toegevoegd, luidend als volgt:

“- Representatieve Federatie: de vereniging zonder winstoogmerk als vermeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, en die aan de voorwaarden bepaald bij artikel 5/1 voldoet;”.

Art. 4. Artikel 3, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Artikel 3. - § 1. De verenigingen die het voorwerp kunnen uitmaken van een erkenning door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet dienen acties uit te werken die aansluiten bij de doelstelling bepaald in artikel 1 en minstens één van de assen bepaald bij de paragrafen 2 tot 5.

Een vereniging kan maximum voor twee assen erkend worden zoals bedoeld bij de paragrafen 2 tot 5.

§ 2. As 1, met als opschrift "Deelname aan de burgerlijke opvoeding en opleiding", omvat de acties die ondernomen worden en opvoedings- en/of opleidingsprogramma's, ontworpen en georganiseerd door de vereniging, uitgewerkt met de leden van de vereniging en de deelnemers, teneinde de uitoefening van het actieve en participatieve burgerschap mogelijk te maken in het licht van emancipatie, gelijkheid van rechten, sociale vooruitgang, evolutie van de gedragingen en mentaliteiten, integratie en verantwoordelijkheid.

De verenigingen die tot deze as behoren, verwezenlijken hun activiteiten meer bepaald met het publiek afkomstig uit volksmiddelen in de zin van artikel 2.

De ontwerpen, acties en programma's die geleid worden in het kader van deze as maken het voorwerp uit van een uitgebreide voorlichting bij het doelpubliek.

De acties die voldoen aan de bepalingen van deze as worden uitgewerkt:

1° hetzij over het geheel van het Franse taalgebied en het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

2° hetzij minstens over het geheel van het grondgebied van een provincie of over een gebied dat een aantal inwoners telt gelijkwaardig met het aantal vastgesteld door de Regering na advies van de Raad;

3° hetzij minstens over het geheel van het grondgebied van een gemeente, een dorp of een wijk.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te laten erkennen binnen het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op een minimum aantal thema's die door de vereniging worden uitgewerkt, evenals een minimum aantal uren activiteit.

§ 3. As 2, met het opschrift "Vorming van animatoren, opleiders en verenigingsverantwoordelijken en -actoren", betreft:

1° opleidingsprogramma's voor animatoren, opleiders en verenigingsverantwoordelijken en -actoren, die voortkomen uit de non-profit sector; deze programma's zijn eenmalig of terugkerend, kunnen cyclussen of stages zijn; ze worden uitgewerkt en georganiseerd of verwezenlijkt hetzij op eigen initiatief hetzij op aanvraag van de verenigingswereld, al dan niet erkend in het kader van dit decreet;

2° opleidingsprogramma's betreffende culturele belangen, belangen inzake kritische burgerzin bestemd voor een specifiek publiek of een uitgebreider publiek.

De opleidingen die ontworpen en georganiseerd of verwezenlijkt worden op aanvraag van de verenigingswereld maken het voorwerp uit van overeenkomsten tussen de verenigingen.

De opleidingen die ontworpen en georganiseerd of verwezenlijkt worden op eigen initiatief, worden onderworpen aan een uitgebreide doorlichting van hun voorwaarden inzake toegankelijkheid.

De acties die beantwoorden aan de bepalingen van deze as worden uitgevoerd, minstens, over het geheel van het grondgebied van een provincie.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging in acht moet nemen om haar acties te doen erkennen in het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op de kwaliteit van het publiek en/of de programma's en het volume opleidingsuren.

§ 4. As 3, met als opschrift "Diensten, instrumenten en onderzoek" omvat de centralisatie en de terbeschikkingstelling van documentatie, de verwezenlijking van diensten, instrumenten, met inbegrip van pedagogische en/of culturele instrumenten, analyses, studies of deelnemingsonderzoek.

De analyses, de studies of het deelnemingsonderzoek over maatschappelijke thema's worden vanuit een kritisch standpunt uitgevoerd.

De producties worden ontworpen en verwezenlijkt hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de verenigingswereld, al dan niet erkend krachtens dit decreet.

De producties ontworpen en verwezenlijkt op vraag van de verenigingswereld maken het voorwerp uit van overeenkomsten tussen verenigingen.

De producties ontworpen en verwezenlijkt op eigen initiatief maken het voorwerp uit van een uitgebreide voorlichting bij het betrokken publiek, de verenigingen, en indien relevant, de media en/of het grote publiek.

De acties die beantwoorden aan de bepalingen van deze as dienen te worden uitgevoerd minstens op het grondgebied van het geheel van een provincie.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging in acht moet nemen om haar acties te doen erkennen in het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op het minimum aantal verwezenlijkt door de Regering.

§ 5. As 4, met als opschrift "Bewustmaking en Inlichting", omvat de organisatie van informatie- en communicatiecampagnes ertoe strekkend het grote publiek bewust te maken, met als doel de gedragingen en de mentaliteit voor de culturele belangen, burgerzin en de democratie of ook het naleven, de promotie of de ontwikkeling van de rechten bepaald bij artikel 2, te doen evolueren.

De vereniging zorgt voor de opvolging van de campagnes die zij openbaar maakt, en brengt deze onder andere over aan de wereld van verenigingen, opvoeding en politiek.

De acties die voldoen aan de bepalingen van deze as vinden plaats over het geheel van het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

De Regering stelt, na advies van de Raad, de voorwaarden vast die de vereniging moet naleven om haar acties te laten erkennen in het kader van deze as. Deze voorwaarden hebben betrekking op het minimum aantal bewustmakings- en inlichtingcampagnes verwezenlijkt door de vereniging en eenmalige publieke optredens buiten de campagnes."

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 4 - § 1. Een vereniging kan worden erkend in een van de assen bedoeld bij artikel 3 of in twee assen bedoeld in deze bepaling.

Erkende verenigingen, met uitzondering van de bewegingen in de zin van artikel 5, kunnen een deel van de acties laten gelden die steunen op een of andere as(sen) dan de as(sen) waarvoor ze een erkenning krijgt als het doel is rekening te houden met de transversaliteit van de acties.

§ 2. De valorisatie van acties van een andere as dan de as(sen) waarvoor ze erkend worden, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de actie moet binnen de assen 1, 2 of 3 vallen;

2° de activiteiten gevaloriseerd in het kader van de transversaliteit moeten aan alle voorwaarden gesteld voor de gevraagde as voldoen.

De Regering bepaalt het percentage van acties die gevaloriseerd kunnen worden en het systeem van de gelijkwaardigheid tussen de assen in overeenstemming met de volgende regels:

1° de transversaliteit tussen de assen en de valorisatie van acties die tot een andere as behoren, komen enkel in aanmerking, voor as 1 zoals omschreven in artikel 3 § 2, voor de verenigingen die op gemeenschaps- of regionaal niveau optreden in de zin van lid 4, 1° en 2°;

2° het percentage verwezenlijkingen die kunnen gelden en die bij een andere as behoren, bedraagt maximaal 20 %;

3° het gelijkwaardigheidssysteem is gebaseerd op de erkenning van prestaties in termen van eenheden of punten. De Regering bepaalt de combinaties van de verschillende assen, rekening houdend met de verschillende forfaitaire categorieën in de vorm van matrices. "

Art. 6. In hetzelfde decreet, wordt, op het einde van Afdeling 1 van Hoofdstuk II, een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 5/1: De Regering kan als representatieve federatie een of meer verenigingen zonder winstoogmerk erkennen die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° haar maatschappelijke zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° haar acties organiseren met als doelstelling hetgeen gedefinieerd is in afdeling 1;

3° ten minste drieëndertig procent van de erkende verenigingen voor permanente opvoeding verenigen;

4° voor zover van toepassing op de behoeften van de verenigingen, die a priori als voor evolutie vatbaar worden beschouwd, de volgende opdrachten ontwikkelen in het kader van de permanente opvoeding, in het voordeel van alle verenigingen erkend uit hoofde van dit decreet, of die al dan niet aangesloten zijn:

a) de informatie van de verenigingen;

b) de coördinatie en netwerkaansluiting van de verenigingen;

c) de adviesverlening, methodologische ondersteuning en de organisatie van fora voor uitwisselingen en dialoog;

d) de coördinatie van een opleidingsaanbod en, eventueel, de uitvoering van eigen programma's;

e) de sectorvertegenwoordiging;

5° haar federatieve actie ontwikkelen op het hele grondgebied van het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. "

Art. 7. Er wordt, in hetzelfde decreet, als inleiding tot Afdeling 2 van Hoofdstuk II, een artikel 5/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 5/2. - § 1. Met uitzondering van de representatieve federatie waarnaar wordt verwezen in artikel 5/1, dient een vereniging die van plan is erkenning aan te vragen een beginselverzoek in met betrekking tot de manier waarop haar actie overeenkomt met hetgeen voorgeschreven is in artikel 1.

§ 2. De procedure en nadere regels voor de indiening en het onderzoek van het beginselverzoek worden door de Regering vastgesteld op basis van de volgende beginselen:

1° de vereniging voert een beginselverzoek in volgens de voorwaarden en binnen de door de Regering bepaalde termijn;

2° de Regering vraagt het advies aan van de Regeringsdiensten en het advies van de Raad voor het onderzoek van dat verzoek en bepaalt de termijn waarbinnen deze adviezen worden uitgebracht;

3° de Regering beslist om het beginselverzoek te aanvaarden of te weigeren;

4° een beroep tegen de beslissing bedoeld in 3° bij de Regering is georganiseerd.

Wanneer het advies van de Raad niet binnen de voorgeschreven termijn verleend wordt, wordt enkel rekening gehouden met het advies van de Regeringsdiensten.

De Regering aanvaardt of weigert voor de vereniging de mogelijkheid om erkenning te verzoeken.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure tegen een negatieve beginselbeslissing.

§ 3. Iedere vereniging die een gunstige beginselbeslissing heeft gekregen, kan een aanvraag tot erkenning indienen.

Een gunstige principebeslissing is geldig voor de twee kalenderjaren volgend op de indiening van de aanvraag."

Art. 8. Aan artikel 6, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 2, wordt punt 2 vervangen door de volgende bepaling:

"2° De Regering vraagt het advies van de Regeringsdiensten en het advies van de Raad voor het onderzoek van deze aanvraag aan en bepaalt de termijn waarbinnen deze adviezen moeten worden verleend. Wanneer het advies van de Raad niet binnen de voorgeschreven termijn verleend wordt, wordt enkel rekening gehouden met het advies van de Regeringsdiensten; "

2° bij § 2, wordt punt 2 vervangen door de volgende bepaling:

"3° de Regering besluit de vereniging hetzij een tijdelijke erkenning voor een bepaalde duur van 3 jaar te verlenen, die niet verlengd mag worden, hetzij de erkenning te weigeren; "

3° bij § 2, 4°, worden de woorden "een voorlopige erkenning van twee jaar" vervangen door de woorden "een erkenning voor een bepaalde duur van drie jaar";

4° bij § 2, wordt punt 5° vervangen door de volgende bepaling:

"5° Op het einde van deze evaluatie besluit de regering om de vereniging erkenning te verlenen voor onbepaalde tijd, of om de erkenning te weigeren; "

5° bij § 2, worden de punten 6° en 7° afgeschaft;

6° in paragraaf 3, wordt punt 2° vervangen door de volgende bepaling:

“2° de adviesbevoegdheid van de Regeringsdiensten en de Raad inzake beroep;”.

Art. 9. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij punt 3°, worden de woorden “over twee jaar” vervangen door de woorden “over drie jaar”;

2° er wordt, in fine, een punt 8°, ingevoegd, luidend als volgt:

“8° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1 van het decreet van 5 april 1993 betreffende de depolitisering van de structuren van de culturele instellingen, met uitzondering van verenigingen waarvan het bedrag aan subsidies lager is dan het in artikel 2 van dit decreet bedoelde plafond.”

Art. 10. In artikel 8, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij het eerste lid worden de woorden “voorlopig of voor onbepaalde duur” geschrapt;

2° tussen het eerste lid en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Echter, voor de representatieve federatie wordt de erkenning door de Regering verleend volgens de voorwaarden bedoeld in artikel 5/1.”

Art. 11. In hetzelfde decreet, wordt artikel 9 vervangen door de volgende bepaling:

“Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen wijst de Regering alle erkende vennootschappen toe:

1° een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor activiteiten in verband met de presentatie, door de vereniging, van een meerjarenproject met een looptijd van vijf jaar dat overeenkomt met de actie-as of actie-assen van de vereniging of een meerjarenproject van vijf jaar in het geval van de representatieve federatie bedoeld in artikel 5/1;

2° een jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie;

3° indien de vereniging een actiegebied heeft dat ten minste één provincie bestrijkt, of op een grondgebied dat een aantal inwoners telt dat equivalent is aan het aantal dat door de Regering na advies van de Raad is vastgesteld, een jaarlijkse forfaitaire subsidie voor werkgelegenheid.

Het bedrag van de subsidies aan verenigingen wordt berekend overeenkomstig de artikelen 10, 11, 12, 13 en 15.

Het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire subsidie voor activiteiten, als bedoeld in lid 1, 1°, stemt voor de in artikel 5/1 bedoelde representatieve federaties overeen met een vast cijfer van 40 punten. Dit aantal punten wordt bepaald op basis van de verwezenlijking van de opdrachten bedoeld in artikel 5/1, 5°, a), b), onder c) en e) door activiteiten die minstens 320 uur per jaar bestrijken en de opdracht bedoeld in artikel 5/1, 5°, d) door opleidingsactiviteiten van ten minste 500 uur per jaar. 20 % van de activiteiten- of opleidingsuren kan echter worden omgezet in een aantal gelijkwaardige verwezenlijkingen in de zin van artikel 4, lid 2.

De jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie van de in artikel 5/1 bedoelde representatieve federaties wordt berekend overeenkomstig artikel 11, 2°.

De jaarlijkse forfaitaire subsidie voor werkgelegenheid van de in artikel 5/1 bedoelde representatieve federaties wordt berekend overeenkomstig lid 3 en artikel 12.”

Art. 12. Aan artikel 10, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 1, vierde lid, 2°, met als opschrift “Voor de verenigingen erkend krachtens artikel 5 in het kader van as 1”:

a) in het inleidende tekst, worden de woorden “drie categorieën” vervangen door de woorden “vier categorieën”;

b) op het einde van punt 3°, wordt een punt d) ingevoegd, luidend als volgt: “d) 295 activiteitenpunten”;

2° § 3 wordt afgeschaft.

Art. 13. Aan artikel 12, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 1, op het einde van het vijfde lid, worden drie streepjes toegevoegd, luidend als volgt:

- “voor 370 en 375 activiteitenpunten: 20,5 permanente voltijdse equivalenten;

- voor 380 en 385 activiteitenpunten: 21 permanente voltijdse equivalenten;

- voor 390 activiteitenpunten: 21,5 permanente voltijdse equivalenten.”

2° bij § 2, derde lid, worden de woorden “het eerste jaar van de programmaovereenkomst bedoeld bij artikel 10, § 3” worden vervangen door de woorden “het eerste jaar van de vijfjarenperiode”. S

Art. 14. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

“Artikel 14. - § 1. Vanaf 1 januari van elk jaar, en op voorwaarde dat de algemene uitgavenbegroting eerder is aangenomen, heeft de Regering ten hoogste zes maanden om de in artikel 9, leden 1 en 2, bedoelde subsidies te vereffenen.

Deze subsidies worden voor één kalenderjaar toegekend.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels voor de verantwoording van de in lid 1 bedoelde subsidies met inachtneming van de volgende beginselen:

1° de bewijsstukken worden uiterlijk op 30 juni van elk kalenderjaar meegedeeld aan de Dienst aangewezen door de Regering;

2° de bewijsstukken bestaan minstens uit:

a) een jaarlijks activiteitenverslag;

b) het moreel verslag van de vzw zoals voorgesteld aan de Algemene Vergadering;

c) een balans en winst- en verliesrekeningen van het voorgaande kalenderjaar volgens het gestandaardiseerde boekhoudplan van de gesubsidieerde culturele operatoren, tenzij de Regering een afwijking toestaat ingeval de vereniging andere subsidies geniet dan die toegekend met toepassing van dit decreet;

d) een budgetraming voor het lopende boekjaar.

§ 3. In geval van niet-naleving van de indelingsvoorwaarden in de assen en categorieën van forfaitaire cijfers of van de bepalingen van het decreet en het besluit, kunnen de Regeringsdiensten een wijziging van rangschikking in een as voorstellen, in een forfaitaire categorie of een intrekking van de erkenning, overeenkomstig de nadere regels bedoeld in de artikelen 25 en 26. "

Art. 15. Het opschrift van Afdeling 2 van Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt door het volgende opschrift vervangen:

"Afdeling 2 – Subsidies voor verenigingen die voor bepaalde duur erkend worden".

Art. 16. Artikel 15, § 1, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"§ 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kent de Regering aan de verenigingen die voor een bepaalde periode van drie jaar zijn erkend, in overeenstemming met artikel 6, de subsidies toe als bedoeld in artikel 9 van dit decreet. "

In hetzelfde artikel, worden de paragrafen 2 tot 4 opgeheven.

Art. 17. Het opschrift van Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Hoofdstuk IV. – Toezicht en evaluatie".

Art. 18. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 18. - De uitvoering van de verbintenissen aangegaan door de verenigingen erkend onder dit decreet wordt gecontroleerd door de Regeringsdiensten. Dit toezicht wordt uitgevoerd op basis van het jaarlijkse activiteitenverslag en de financiële balans zoals bedoeld in artikel 14, lid 2, met betrekking tot de inachtneming van artikel 1, in het kader van de gedefinieerde assen evenals de kwantitatieve en kwalitatieve criteria vastgesteld door de Regering.

Overeenkomstig artikel 14, § 2, bepaalt de Regering de vorm en inhoud van de in lid 1 bedoelde documenten, waarbij het activiteitenverslag rekening houdt met de assen waarnaar in artikel 3 wordt verwezen en de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die door de Regering zijn vastgesteld krachtens artikel 10. "

Art. 19. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 19.- § 1. Voor de evaluatie van een periode van vijf jaar dienen de erkende organisaties tijdens het vierde jaar van de periode van vijf jaar een algemeen evaluatieverslag in. Dit verslag heeft betrekking op de eerste drie jaar van de lopende periode van vijf jaar en bevat kwantitatieve en kwalitatieve gegevens voor de laatste twee jaar van de vorige periode van vijf jaar.

Dit algemene evaluatieverslag bevat het resultaat van de zelfevaluatie van haar actie uitgevoerd door de vereniging. Deze zelfevaluatie richt zich op de implementatie van artikel 1 en mobiliseert een groot aantal actoren die bij de actie betrokken zijn. Ze heeft tevens betrekking op de articulatie van het actieplan met de erkenningsas (sen) en het inacht nemen van de kwantitatieve en kwalitatieve criteria in verband met de categorie (categorieën) van vast(e) cijfer (s) waarin de vereniging is gerangschikt.

De kwantitatieve en kwalitatieve criteria die moeten worden gerespecteerd volgens de verschillende actieassen, moeten in de laatste 5 kalenderjaren voorafgaand aan de indiening van het algemene evaluatieverslag globaal worden vervuld.

De Regering bepaalt de vorm en inhoud van het algemeen verslag, dat rekening houdt met de in artikel 3 bedoelde assen en de door de Regering op grond van artikel 10 bepaalde kwantitatieve en kwalitatieve criteria, alsook de termijn waarin het algemeen verslag aan haar diensten moet worden toegezonden.

§ 2. Om de evaluatie te organiseren van de driejarenperiode, van toepassing van op de verenigingen erkend voor een bepaalde duur krachtens artikel 15, is het in § algemene evaluatieverslag van toepassing op deze verenigingen en moet het worden ingediend zes maanden vóór het einde van het derde jaar van subsidiëring. Dit verslag heeft betrekking op de eerste twee jaar van de lopende driejarenperiode en bevat kwantitatieve en kwalitatieve gegevens voor het kalenderjaar voorafgaand aan het begin van de driejarenperiode.

De bepalingen van § 1, lid 2 en 4, zijn van toepassing.

De kwantitatieve en kwalitatieve criteria waaraan moet worden voldaan voor de verschillende actielassen dienen globaal te worden vervuld in de afgelopen 3 kalenderjaren voorafgaand aan de indiening van het algemene evaluatieverslag. "

Art. 20. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 21. - De Regering stelt de evaluatieprocedure vast, zoals bepaald in artikel 19, in overeenstemming met de volgende beginselen:

1° de evaluatie wordt uitgevoerd door de Regeringsdienst die belast is met de inspectie in overleg met de vereniging;

2° de Regeringsdienst die belast is met de inspectie verzendt de evaluatie om advies aan de door de Regering aangewezen administratieve dienst;

3° in geval van negatieve beoordeling of negatief oordeel, stellen de Regeringsdiensten de wijziging voor van de categorie van vast cijfer en / of as of de intrekking van de erkenning van de vereniging;

4° de Regeringsdiensten stellen de verlenging voor van de periode van vijf jaar met, desgevallend, een of meer voorwaarden waaraan de vereniging binnen een bepaalde termijn moet voldoen;

5° dossiers waarvoor de Regeringsdiensten een wijziging van categorie van vast cijfer en / of as of de intrekking van de erkenning en de dossiers waarvoor een verlenging van de periode van vijf jaar samen gaat met één of meer voorwaarden worden aan de Raad om advies voorgelegd.

In het kader van het toezicht bedoeld bij artikel 18, in geval van een vaststelling van niet-naleving van de rangschikkingsvoorwaarden met betrekking tot de assen en / of de categorieën van vast cijfer of van de bepalingen van het besluit of het decreet, kunnen de Regeringsdiensten een wijziging van indeling in een as en / of categorie van vast cijfer of een intrekking van de erkenning voorstellen overeenkomstig artikel 14, § 3.

De Regering beslist over de wijziging (of niet) van de categorie van vast cijfer en / of as of de intrekking (of niet) van de erkenning volgens de in de artikelen 25 en 26 vastgelegde procedures.

Ze beslist ook over de afschaffing van subsidies als de vereniging niet langer aan de voorwaarden van het decreet voldoet.

De evaluaties en adviezen worden bij de kennisgeving van de beslissing gevoegd.”

Art. 22. Artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen:

”Artikel 22 - § 1. De Regering evalueert dit decreet binnen zes jaar na de inwerkingtreding ervan en daarna ten minste om de tien jaar.”

Lid 2 van hetzelfde artikel wordt op het eind aangevuld met de woorden ”en de Regeringsdiensten.”

In het derde lid, worden de woorden ”van de termijn van vijf jaar” vervangen door de woorden ”van de termijn”.

Art. 23. Het opschrift van Hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt door het volgende opschrift vervangen:

”Hoofdstuk V. – Intrekking van de erkenning en/of subsidiëring en wijziging van as en/of forfaitaire categorie”.

Art. 24. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

”Artikel 23. - § 1. De vereniging heeft tot doel voor de financiële levensvatbaarheid te zorgen die haar in staat stelt de acties uit te voeren waarvoor zij wordt erkend.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de begeleiding door de Regeringsdiensten wanneer de analyse van de rekeningen en de balans van een vereniging aantoont dat er een verstoring van het financieel evenwicht bestaat dat risico's inhoudt voor de duurzaamheid van de vereniging en de goede bestemming van de subsidies.

§ 2. De erkenning en alle subsidies worden onmiddellijk ingetrokken, met uitzondering van de in artikel 9, 3 bedoelde subsidies, en dat, op de voorwaarden bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap, wanneer een vereniging erkend onder dit besluit zich in een van de volgende hypothesen bevindt:

1 ° liquidatie;

2 ° de beëindiging van haar activiteiten voor permanente educatie;

3 ° het verlies van het voldoen aan de voorwaarden uiteengezet in artikel 7 om het voordeel van de erkenning te behouden;

4 ° het verzoek van de vereniging om haar vijfjarenplan niet te vernieuwen of af te zien van haar erkenning;

5 ° faillissement.

In de in § 1, 1°, 2° en 4°, en 5° genoemde gevallen, neemt de door de Regering vastgestelde procedure voor intrekking van de erkenning de beginselen van artikel 25 in acht, met uitzondering van het advies van de Raad bedoeld in de punten 4° en 5°.

In het geval bedoeld in § 1, 3°, neemt de door de Regering vastgestelde procedure voor intrekking van de erkenning alle beginselen van artikel 25 in acht.

§ 3. Indien een erkende vereniging aan de voorwaarden voor de erkenning van haar acties in één of meer actieassen en / of de voorwaarden inzake forfaitaire categorieën niet voldoet, kan de Regering beslissen tot de intrekking van de subsidie, de verandering van as en / of forfaitaire categorie of de intrekking van de erkenning, in overeenstemming met de evaluatieprocedures bedoeld bij artikel 21. ”.

Art. 25. Artikel 24 wordt afgeschaft.

Art. 26. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

”Artikel 25. - De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking van de erkenning in overeenstemming met de volgende beginsels:

1° de dienst van de Regering, door de Regering aangewezen, geeft de vereniging per aangetekend schrijven kennis van de adviezen van de Regeringsdiensten en de redenen die leiden tot het voorstel van intrekking van de erkenning;

2° de vereniging heeft 30 dagen om, bij aangetekend schrijven, de dienst aangewezen door de Regering, een nota met de opmerkingen toe te sturen en kunnen vragen door de Regeringsdiensten te worden gehoord;

3° zodra de nota met de opmerkingen ontvangen is of, bij het ontbreken van nota, op vervallen termijn, wordt het dossier om advies aan de Raad voorgelegd;

4° de Raad geeft een advies binnen de 60 dagen na de ontvangst van de nota met de opmerkingen of, bij gebreke daaraan, na het verstrijken van de onder 2° vermelde termijn;

5° binnen de 10 dagen na ontvangst van het bedoelde advies van de Raad of bij het verstrijken van de termijn bedoeld bij punt 4°, zenden de Regeringsdiensten een voorstel aan de Regering, samen met de adviezen van de Regeringsdiensten en desgevallend het advies van de Raad;

6° bij gebrek aan advies binnen de termijn bedoeld in 4°, baseert de Regering zich uitsluitend op het advies van de Regeringsdiensten;

7° binnen 30 dagen na ontvangst van het voorstel, kan de Regering beslissen om de erkenning van de vereniging in te trekken;

8° binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissingen van de Regering, geeft, bij aangetekend schrijven, de door de Regering aangewezen dienst kennis van de beslissing aan de vereniging.

De intrekking van de erkenning gaat in op de datum van de beslissing van de Minister. ”

Art. 27. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

”Artikel 26. - § 1. De Regering bepaalt de procedure voor de wijziging van as en / of forfaitaire categorie die van toepassing is wanneer de in artikel 18 bedoelde controle negatief is of in het geval van een negatieve evaluatie van een periode van vijf jaar overeenkomstig de volgende beginselen:

1° de door de Regering aangewezen Regeringsdienst geeft de vereniging per aangetekend schrijven kennis van de adviezen van de Regeringsdiensten en de redenen die leiden tot een voorstel tot wijziging van as en / of forfaitaire categorie overeenkomstig artikel 21 lid 1, 3°;

2° de vereniging heeft 30 dagen om de dienst die door de Regering aangewezen is een nota met de opmerkingen mee te delen en kan vragen door de Regeringsdiensten om te worden gehoord;

3° na ontvangst van de nota met de opmerkingen of, bij gebrek aan een nota, na het verstrijken van de termijn, wordt het dossier om advies voorgelegd aan de Raad met toepassing van artikel 21, lid 1, 5°;

4° de Raad geeft een advies te geven binnen de 60 dagen na de ontvangst van de nota met opmerkingen of, bij gebreke daarvan, na het verstrijken van de onder 2° genoemde termijn;

5° binnen 10 dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na het verstrijken van de in punt 4° bedoelde termijn, zenden de Regeringsdiensten een voorstel aan de Regering, samen met de adviezen van de Regeringsdiensten en het advies van de Raad;

6° bij gebrek aan advies binnen de termijn bedoeld in 4°, baseert de Regering zich uitsluitend op het advies van de Regeringsdiensten;

7° de Regering beslist binnen 30 dagen na ontvangst van het voorstel of de as en / of de forfaitaire categorie gewijzigd moet worden;

8° binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissingen van de Regering, geeft de door de Regering aangewezen dienst kennis aan de vereniging van de beslissing bij aangetekend schrijven.

9° de beslissing heeft uitwerking met ingang van:

a) 1 januari van de nieuwe periode van vijf jaar wanneer deze plaatsvindt na een negatieve evaluatie van een vijftienjarige periode;

b) de datum van de beslissing van de minister wanneer zij genomen wordt als gevolg van een controle als bedoeld in artikel 18.

§ 2. Gedurende de periode van vijf jaar kan de vereniging een vermindering van de forfaitaire categorie aanvragen.

Bij het indienen van het algemene evaluatieverslag bedoeld bij artikel 19, kan de vereniging om wijziging van de as en / of de forfaitaire categorie verzoeken.

De Regering bepaalt de procedure voor de wijziging van as en / of forfaitaire categorie bedoeld in de leden 1 en 2, met inachtneming van de volgende beginselen:

1° tegelijk met het algemene evaluatieverslag bedoeld in artikel 19 of het jaarlijkse verantwoordingsdossier bedoeld in artikel 14, § 2, kan de vereniging een aanvraag om wijziging van as en / of forfaitaire categorie aan de door de Regering aangewezen dienst bij aangetekend schrijven toezenden;

2° de dienst van de Regering die belast is met de inspectie zendt zijn verslag ter advies aan de dienst van de door de Regering aangewezen administratie;

3° het dossier wordt om advies aan de Raad voorgelegd;

4° de Raad bezorgt een advies binnen 60 dagen na de datum van ontvangst van het dossier;

5° binnen 10 dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na het verstrijken van de in punt 4° bedoelde termijn, zenden de Regeringsdiensten een voorstel aan de Regering over, samen met de adviezen van de Regeringsdiensten en het advies van de Raad;

6° bij gebrek aan advies binnen de termijn bedoeld in 4°, baseert zich de Regering uitsluitend op het advies van de Regeringsdiensten;

7° de Regering beslist binnen de 30 dagen na ontvangst van het voorstel of de as en / of de forfaitaire categorie al dan niet gewijzigd moet worden;

8° binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissingen van de Regering, geeft de door de Regering aangewezen dienst kennis van de beslissing aan de vereniging bij aangetekend schrijven.

9° de beslissing heeft uitwerking met ingang van:

(a) 1 januari van de nieuwe periode van vijf jaar indien de aanvraag werd ingediend samen met het algemene uitvoeringsverslag bedoeld in artikel 19;

(b) de datum van de beslissing van de Regering indien de aanvraag ingediend werd op het moment van de indiening van het jaarlijkse bewijsdossier bedoeld in artikel 14, § 2. "

Art. 28. Er wordt een Hoofdstuk V/1 ingevoegd in hetzelfde decreet met het volgende opschrift:

"Hoofdstuk V / 1. - Dialoogprocedure tussen de verenigingen, de Regeringsdiensten en de Raad».

Art. 29. Er wordt een artikel 26/1 in Hoofdstuk V/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 26/1. - Een erkende vereniging kan om een dialoog met de Regeringsdiensten en de Raad verzoeken als zij van mening is dat de verbintenissen van de overheid jegens haar niet zijn nagekomen. Deze dialoog wordt niet gelijkgesteld met een beroepsprocedure.

De Regering definieert de nadere regels voor het toepassen van deze procedure. "

Art. 30. In artikel 28, eerste lid, van hetzelfde decreet, bij het tweede streepje, worden de woorden "de voorlopig erkende verenigingen" vervangen door de woorden "de voor bepaalde duur erkende verenigingen".

Art. 31. In artikel 29, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij lid 1, worden de woorden "voor onbepaalde duur of voorlopig," geschrapt.

2° bij lid 3, worden de woorden "voorlopig" vervangen door de woorden "voor onbepaalde tijd".

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 november 2018.

De minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 691-1. – Commissieamendementen, nr. 691-2 - Commissieverslag, nr. 691-3. – Tekst aangenomen in de commissie, nr. 691-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 691-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 november 2018.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206199]

30 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 10, modifié par les décrets du 14 juillet 1994 et du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2018;